

FLASH INFOS

15 octobre 2015

« Avenir de la fonction publique » : quand le Gouvernement bafoue la loi.

Ainsi donc, le Gouvernement impose l'accord « Avenir de la fonction publique » dit également « Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations » (ou PPCR) pourtant rejeté au terme d'une longue négociation par plusieurs syndicats. Cet accord est pourtant non valide aux termes de la loi du 5 juillet 2010 (article 8 bis)* puisqu'il devait recueillir 50% des suffrages auprès des syndicats représentatifs, ce qui n'a pas été le cas. On mesure ainsi le peu de cas dont font preuve les dirigeants à l'égard des règles pourtant mises en exergue du « nouveau dialogue social » tel qu'il devait s'exercer selon les accords dits de Bercy, et dont la loi de 2010 est la traduction.

On comprend d'autant moins cette désinvolture quand on subit la rigueur de cette même loi en ce qui concerne la représentativité syndicale, laquelle implique la détention d'au moins un siège en CTM, faute de quoi un syndicat se voit privé d'information et de présence dans les divers groupes de travail informels organisés en marge des comités techniques. **Nous apprenons ainsi que cette loi de 2010 s'applique à la carte ...**

*Article 8 bis « IV.- Un accord est valide s'il est signé par une ou plusieurs organisations syndicales de fonctionnaires ayant recueilli au moins 50% du nombre des voix lors des dernières élections professionnelles organisées au niveau auquel l'accord est négocié. »

Sur un sujet aussi essentiel que l'avenir de la Fonction Publique, il n'est guère opportun que le Gouvernement passe en force sur la base d'un vote minoritaire. Il existe aussi pour un gouvernement démocratique une obligation de cohérence : il ne peut pas à la fois promouvoir le dialogue social en paroles et le récuser dès lors que ses résultats ne lui conviennent pas. Etre radicalement démocrate et respectueux des lois est le seul rempart possible aux inacceptables débordements en tous genres, de l'arrachage des chemises de cadres dirigeants à la remise en cause, chaque jour plus manifeste, des fondements du pacte républicain.

Préfon Retraite
Complémentaire et Nécessaire